



Vingt ans après Rio, voici Los Cabos au Mexique, ville dans laquelle les Chefs d'Etat africains et leurs homologues vont avoir des échanges sur la crise économique européenne, sur l'économie mondiale mais surtout sur les enjeux du développement durable et ses conséquences. De façon plus large, seront traitées les questions liées à l'environnement ainsi que les enjeux que cette question pose, comme le changement climatique, comme la déforestation, la biodiversité et les nouveaux modèles économiques de production que le développement durable implique.

Ce sommet va surement plaider pour une solidarité renforcée des pays développés pour la lutte contre la famine, la précarité et la gestion alimentaire dans le monde mais surtout en Afrique.

Autant tout de suite dire que cette conférence du G20 est d'abord une grande messe, un élément de passage obligé pour se voir, se parler et éventuellement traiter les affaires économiques de façon bilatérale alors que le traitement des problèmes impose une approche multilatérale. Cela est vrai pour les pays africains qui font de l'intégration régionale, voire continentale, un élément de bavardage diplomatique qui peut se traduire par la création d'institutions régionales mais dont le fonctionnement ne conduit à aucune efficacité économique et sociale.

Il en est ainsi du débat sur le développement qui reste uniquement tourné sur un versant commercial au lieu de s'intéresser au problème de départ : celui de la production et donc de la maîtrise technique et technologique.

Les pays africains ont spécialisé leurs savoir-faire dans les questions juridiques, politiques, voire dans certains cas financiers et monétaires, et délaissent la question centrale qui est celle de la maîtrise technique et l'utilisation des technologies comme point de départ de l'appropriation des connaissances et des métiers pour asseoir le développement. Aucune expérience historique de réussite dans le monde ne peut être expliquée que par le commerce. Des pays comme la Suisse spécialisée dans les activités financières, ont une industrie pharmaceutique et alimentaire développée.

Les Chefs d'Etat africains et les délégations qui les accompagnent se contentent de parler de climat des Affaires, de bonne gouvernance, de coopération dans les domaines portuaires, industriels et les infrastructures sans se poser la question des modalités éventuelles de la

maitrise technique et technologique dans ces domaines par les Africains eux-mêmes. La conférence de Los Cabos peut être dans les conversations privées entre Chefs d'Etat le moment d'aborder ces questions de façon spécifique sur le bon usage d'une technique maitrisée par les Africains, aussi primaire soit-elle, et la nécessité de domestiquer sur un plan global les connaissances scientifiques.

Il suffit aux Africains de ne pas avoir honte d'eux-mêmes, de le vouloir politiquement, de se regrouper, de faire travailler les maigres équipes de scientifiques qu'ils ont à disposition, pour faire de l'Afrique nouvelle, une Afrique dominée par la domestication progressive de la technique et de la technologie.

La bonne gouvernance économique et politique est certes nécessaire, la maitrise de la dette est indispensable, l'alternance politique et démocratique doit être valorisée, mais la domestication de la technique et des technologies productives et pas seulement en matière de communication doit devenir l'alpha et l'oméga de nouvelles politiques macroéconomiques africaines.

Les domaines d'exercice de ces techniques et technologies dans le cadre africain sont connus : l'agriculture, l'assainissement des eaux, l'électrification, les infrastructures et l'aménagement du territoire (hôpitaux, écoles et nouvelle urbanisation). Si les Africains ne possèdent pas les ingrédients techniques et technologiques, c'est le cas actuellement, il faut à défaut d'être créateur être acheteur avec des contrats particuliers dans les transferts de technologie, des contrats que je nomme contrat de diffusion et de dissémination technologique permettant la formation et l'appropriation de ces techniques par les Africains eux-mêmes. Les courbes d'expérience technologique seront marquées par des coûts élevés au début qui très vite vont diminuer grâce aux phénomènes du faire par l'apprentissage (learning by doing).

Voici un des enjeux de ce sommet de Los Cabos au moment où l'Afrique devient l'eldorado des investissements mondiaux à cause de la crise dans les pays du Nord. Les Chefs d'Etat africains seront-ils capables de mettre cette question à l'agenda de la réunion du G20 de manière mutuelle, même si ce n'est pas l'ordre du jour de référence, ou bien feront-ils comme d'habitude essayer de plaider uniquement la cause de leurs pays lors des conversations privées ?

Dans tous les cas, il faut en parler car, celui qui domine la technique et la technologie, domine la monnaie qui n'est qu'un véhicule. Posséder une monnaie n'a jamais donné les connaissances scientifiques et techniques pour utiliser cette monnaie dans des actions productives. La remarque vaut pour les pays africains qui pensent que la maitrise d'une monnaie propre suffit pour se développer sans la technique.

Sources: *Lucien PAMBOU, journaliste à grioo*